



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des travailleurs-euses de l'éducation

n°176, avril 2017

La Mauvaise Herbe,
le n°3 est sorti,
Abonnez - vous !
Bulletin d'abonnement
sur le site de la Fédé



PRÉAVIS DE GRÈVE

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés.e.s d'expulsion pour défaut de papier.

Pour nous contacter
07 82 14 98 31

DÉFENDRE L'ÉCOLE RURALE

Le ministère n'aime pas les petites écoles. L'administration déteste les classes uniques. Ça coûte trop cher et c'est contraire au formatage idéologique : casernes et classes d'âge. Aussi, elle impose des regroupements par niveau : cycle 1 dans telle commune ; cycle 2 dans une autre elle ferme les écoles de moins de quatre classes.



En Bretagne et dans la Creuse, des collectifs de « défense de l'école rurale », rassemblant parents, élus et enseignants ont manifesté à plusieurs reprises en mars. A Guéret, les onze fermetures de classes on été annulées. A Rostronen, un grand rassemblement s'est tenu le 25 mars pour « défendre et promouvoir l'école rurale ».

DOTATIONS ET CARTES SCOLAIRES / ÉCHOS DES LUTTES

Chaque printemps, les technocrates du ministère de l'Éducation Nationale annoncent les DHG, Dotations Horaires Globales, pour les collèges et lycées et publient, pour le primaire, les cartes scolaires (fermetures et ouvertures de classes) pour la rentrée suivante. Et, à chaque printemps, faute de moyens suffisants, écoles, collèges, lycées se mobilisent pour obtenir, là un CPE en plus (collège Marais de Villiers à Montreuil 93, en grève fin mars*), ici des heures supplémentaires pour maintenir les dispo-

sitifs d'aides aux élèves (lycée Doisneau à Vaulx-en-Velin en grève le 21 mars**).

La gestion comptable de l'administration bourgeoise tous les ans. Ainsi, les luttes fleurissent.

*<https://blogs.mediapart.fr/edition/educateurs-prioritaires/article/240317/montreuil-et-ailleurs-l-education-prioritaire-toujours-derniere-servie>

**Communiqué à lire en Une du site de la CNT éducation.

LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NE SONT PAS DES AUXILIAIRES DE POLICE

COMMUNIQUÉ DE LA CNT-FTE, MARS 2017

Ces derniers mois, les lycéen.ne.s se sont mobilisé.e.s contre la loi Travail et les violences policières.

Devant le lycée Bergson à Paris le 5 avril 2016, le proviseur assiste bras croisés à des scènes d'une violence inouïe contre ses élèves. Le 3 mars 2017, c'est au tour du proviseur du lycée Louis Armand du 15^e arrondissement de Paris de se transformer en auxiliaire de police. Ce proviseur, qui a porté plainte contre ses élèves au deuxième jour du blocage, aide les forces de l'ordre à identifier les jeunes repéré.e.s sur une caméra de vidéo-surveillance.

A St Denis, le 7 mars, ce sont trois proviseurs qui font appel à la police suite au blocage de leur lycée. Au lycée Suger, notamment, pas moins de 55 élèves sont placé.e.s en garde à vue, dont 44 mineur.e.s. Les policiers gazent, matraquent, humilient et embarquent à tour de bras. La proviseure applique la double peine, en excluant les 6 élèves mineur.e.s mis.e.s en examen et en attente de leur procès.



De Fillon à Péresse en passant par la ministre Belkacem, tous crient à l'infamie d'une génération d'élèves devenue « casseurs » et en appellent à la fermeté. Ce sont pourtant ces mêmes élèves qui subissent les inégalités sociales et scolaires de plein fouet. Inégalités dénoncées par nombre d'enquêtes internationales et entérinées par les gouvernements successifs.

Pour la CNT FTE, les proviseur.e.s qui font appel à la police lors des blocages sous couvert de sécurité, mettent en danger les élèves. A l'instar de Geoffrey Tidjani, touché par un tir de Flash-Ball en octobre 2010 devant le lycée Jean Jaurès à

Montreuil et qui a perdu un œil alors qu'il mettait en œuvre son droit légitime à la grève.

Pour nous, la seule manière d'assurer la sécurité des élèves, c'est de les mettre à l'abri de la police.

Nous appelons l'ensemble des collègues, enseignant.e.s et non enseignant.e.s, ainsi que les parents d'élèves, à se mobiliser autour de leurs enfants et des élèves pour éviter le pire et lutter ensemble contre l'injustice sociale et scolaire. Surveiller et punir n'est pas éduquer.

GRENOBLE, ÉTUDIANT.E.S EN GRÈVE

Les enseignants stagiaires de l'ESPE de Grenoble étaient en grève mardi 28 mars pour protester contre leurs conditions de formation. Le lendemain, ils se sont rassemblés devant le rectorat afin de transmettre officiellement une lettre de revendications. Dans cette lettre, ils demandent : la suppression de la fiche individuelle d'émargement, une prise en



considération du statut de fonctionnaires responsables et adultes, la suppression des menaces à la titularisation, pas de cours pendant les « vacances » et une formation de qualité*...

*<http://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/isere/grenoble/enseignants-stagiaires-grenoble-greve-1223807.html>